www.lemedium.info

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #

Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0479 du 14 au 20 Décembre 2021- Prix : 250 F CFA

COVID 19/ PASS VACCINAL AUX LIEUX DE CULTE :

Boukpessi a-t-il fait marche arrière ?

P.3

Payadowa Boukpessi, ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale, de la décentration et du développement des territoires.

TRIBUNE DE SANDRA JOHNSON, MINISTRE, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE :

"PMA: Nécessité d'adopter des mesures urgentes en lien avec la COVID 19 "

P.5

Sandra Johnson, ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République

CEDEAO / COVID 19 :

Les frontières ouvertes le 1er Janvier 2022

P.3

FINANCES :

BOA-TOGO renouvelle son engagement à soutenir les initiatives des opérateurs économiques

P.2

Photo de famille

EmploiTogo.com

Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations.

Journalemploi.com Tel 22 20 05 53

Météo du jour

Matin:
Partiellement couvet
32°C

Après-midi:
Partiellement couvert
26°C

EDITO

De la liberté absolue de conscience

Il y a un adage qui dit : "L'homme nait libre, c'est la société qui le corrompt ".

S'il est vrai que l'Homme vit dans un milieu appelé Société, comme le poisson vit et évolue dans l'eau, n'est-il pas important de s'interroger sur la notion de liberté et, surtout, celle de la liberté de conscience ? L'Homme, avant d'agir et de réagir, dans certaines situations ne devrait-il pas mesurer sa liberté et surtout questionner cette liberté ?

Si pour Antoine RIVAROLI, dit le Comte de Rivarol, dans 'Discours sur l'homme intellectuel et moral', " la liberté, pour l'homme, consiste à faire ce qu'il veut dans ce qu'il peut, comme sa raison consiste à ne pas vouloir tout ce qu'il peut ", la liberté signifie, selon le dictionnaire Larousse, la situation de quelqu'un qui se détermine en dehors de toute pression extérieure ou de tout préjugé. Le Larousse va plus loin en parlant d'avoir sa liberté de pensée.

Il est dit et écrit, bien plus, clamé haut et fort, que le Togo est un Etat laïc. Avons-nous cherché à savoir ce que c'est que la Laïcité ? Quels sont les piliers de cette Laïcité dont nous nous prévalons ?

Précisons que la liberté de conscience, dont il est question dans cet éditorial, constitue l'un des trois piliers sur lesquels repose la laïcité. Par le principe de la liberté de conscience, la laïcité vise à donner les moyens à l'homme d'acquérir une totale lucidité et une pleine responsabilité de ses pensées et de ses actes, dans le respect des lois et des règles de la vie en communauté.

Chacun est donc libre de croire ou de ne pas croire, de choisir et de vivre ses convictions, religieuse, athée, agnostique, d'en changer ou d'y être totalement indifférent.

Si donc la liberté de conscience est un point très important dans le concept de la Laïcité, on ne saurait occulter ce qu'est la conscience elle-même.

Pour Henri BERGSON, dans 'L'Evolution créatrice', " la conscience est un trait d'union entre ce qui a été et ce qui sera, un point jeté entre le passé et l'avenir... La conscience correspond exactement à la puissance du choix dont l'être vivant dispose ". Et à Simone de BEAUVOIR d'y ajouter dans 'L'Invitée' que " Chacun expérimente sa propre conscience, comme un absolu…"

Crédo TETTEH

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION :

Une conférence-débat organisée par HAPLUCIA, pour mieux conscientiser sur le fléau

Dans le cadre de la célébration de la 18ème édition de la Journée mondiale de lutte contre la corruption, célébrée chaque 09 décembre, la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HAPLUCIA) a organisé, ce 09 décembre à Lomé, une conférence-débat autour du thème central : "Votre droit, votre défi : dites non à la corruption ".

Les officiles lors de la conférence-débat

Une vue de l'assistance

Cette rencontre a été l'occasion, pour HAPLUCIA, de "rappeler à chaque citoyen sa responsabilité dans le combat contre le phénomène cancéreux de la corruption ", a souligné le président de l'institution, Essohana Wiyao, à la cérémonie d'ouverture. Au total, deux communications ont meublé cette conférence-débat, notamment sur le thème de l'édition 2021 de la célébration, à savoir : " Votre droit, votre défi : dites non à la corruption ".

Rappelant les origines de cette célébration, notamment de la "Résolution 58/4 du 31 octobre 2003 de l'Assemblée Générale des Nations Unies portant adoption de la Convention des Nations Unies contre la Corruption ", le président de HAPLUCIA a souligné que la célébration de cette journée est une occasion de " sensibiliser le monde entier " sur le fléau que représente la corruption, d'une part, et " pour faire connaitre le rôle de la Convention en matière de lutte et de prévention, d'autre part ".

Selon les Nations-Unies, la corruption représente une " grave menace pour la stabilité et la sécurité des sociétés ", tant elle " coûte 5% du PIB mondial, sans compter les 1.000 milliards de dollars de pots-de-vin versé chaque année ". A ce titre, les Nations-Unies " réaffirment l'urgence de prévenir la corruption, en mettant en place les mesures, les politiques et pratiques préventives (…), visant à favoriser une culture de la responsabilité, de la transparence, de la légalité, de l'intégrité et de l'équité dans le secteur public, ainsi qu'à promouvoir les normes déontologiques les plus élevées, afin de maintenir la confiance publique".

Au Togo, outre la volonté politique manifeste, d'ailleurs matérialisée par l'engagement des plus hautes autorités du pays, avec à la clé, la création de HAPLUCIA, née de la défunte Commission Anti-corruption des années 2001, que de temps et d'obstacles parcourus ! A ce jour, HAPLUCIA se félicite d'avoir terminé une campagne de sensibilisation nationale lancée, le 13 septembre 2018 par le Premier ministre, représentant le Chef de l'État, et dont le thème est "Participation citoyenne à la lutte contre la corruption et les infractions assimilées ".

L'objectif de cette campagne est de " conscientiser et mobiliser les concitoyens contre le fléau de la corruption ". " La présentation de la Haute autorité de prévention et lutte contre la corruption et les infrastructures assimilées (HAPLUCIA) " ; " État des lieux de la corruption et des infrastructures et des infractions assimilées au Togo : typologie, manifestations, cause et effet " ; " A la découverte du protocole de la CEDEAO et les conventions des Nations Unies et de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption " ; " La prévention des actes de corruption et des infractions assimilées dans le nouveau code pénal ", sont, entre autres, les thématiques abordées au cours de cette campagne nationale, qui a connu une mobilisation citoyenne salutaire. Environ 8 participants sur 10 invités, ont pris part à la sensibilisation, pour un taux moyen de 81,65% selon AHPLUCIA.

JPB

FINANCES : BOA-TOGO renouvelle son engagement à soutenir les initiatives des opérateurs économiques

"BANK OF AFRICA, voudrions renouveler notre engagement, en tant que partenaire financier majeur, opérant dans 17 pays africains, avec des présences en Asie et en Europe, à soutenir les initiatives des opérateurs économiques, en particulier les PME/PMI, dans le cadre de la relance ou de la reprise de leurs activités ".

Photo de famille

C'est ce qu'a laissé entendre Youssef Ibrahimi, le Directeur général de la BOA-TOGO, à l'occasion de la présentation des résultats de l'étude d'impact de l'état d'urgence sanitaire sur les entreprises formelles au Togo.

La crise sanitaire a pesé sur les activités économiques de nos entreprises et il est plus qu'important d'évaluer son ampleur. Elle a ébranlé l'économie mondiale, et soumis à rude épreuve les économies des pays, surtout celles des pays africains. Pour ce faire, le Patronat, avec l'appui de ses partenaires, notamment le Bureau International du Travail (BIT), a commandité une étude dont, les résultats viennent d'être rendus publics. Youssef Ibrahimi affirme qu'une bonne exploitation des résultats issus de cette étude, permettra de replacer et de relancer l'économie des pays, et les partenaires financiers, sont présents pour accompagner cette dynamique. "Cette situation, loin d'être considérée comme une fatalité, devrait nous imposer de réfléchir et d'agir autrement, d'être plus solidaires dans nos prises de décisions et dans nos actions pour, consolider la solidarité nationale et même internationale ", a-t-il dit.

S'adressant à l'assistance lors, de la cérémonie de présentation des résultats de cette étude, le Directeur général de la BOA a fait savoir que son institution, à l'instar des sociétés citoyennes, a fortement contribué, par des dons en numéraire et en nature, dans tous les pays où elle opère directement et indirectement, à travers sa fondation. " Cette initiative du Patronat vient donc à point pour nous inviter à rechercher, ensemble, les voies et moyens, visant à mettre en œuvre, un meilleur accompagnement du secteur privé dans ses efforts de relance des activités et de résilience à la crise sanitaire ", a relevé Yousszf Ibrahimi, saluant au passage, l'efficacité de l'action gouvernementale, à travers le Plan national de développement (PND) en cours de déploiement, qui montre clairement la vision et l'ambition de placer le secteur privé au cœur de la feuille de route du ***gouvernement.***

TOGOSTARTUP.COM

Nous aidons les entrepreneurs à vendre ou à transmettre leurs entreprises à d'autres entrepreneurs. Vous allez prendre votre retraite, voyager, vendre votre fonds de commerce, nous sommes là pour vous trouver des repreneurs fiables.

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

EMPLOITOGO.COM

PUBLIER VOS OFFRES D'EMPLOI ET RECRUTER LE MEILLEUR CANDIDAT SUR EMPLOITOGO.COM

PRIX D'UNE ANNONCE : 10 000 FCFA

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

Payement par tmoney ou flooz

info@sogesti.net

EMPLOIENPOCHE.COM

PUBLIER VOS APPELS D'OFFRES, VOS MARCHES PUBLICS -INSCRIPTION COMME PRESTATAIRE

PRIX D'UNE ANNONCE : 10 000 FCFA

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

Payement par tmoney ou flooz

info@sogesti.net

SOGESTI REVENDEUR DES LOGICIELS SAGE

Nos consultants certifiés SAGE mettront leur expérience et leur savoir-faire à votre service pour vous accompagner dans tous vos projets. Du commercial, au consultant en passant par votre chef de projet dédié, vos interlocuteurs clés assurent l'installation, le paramétrage personnalisé, la formation, le support technique ainsi que la maintenance de votre système de gestion Sage.

Sage compta monoposte à partir 600 000 FCFA

sage gescom à partir de 600 000FCFA

sage paie rh à partir de 800 000 FCFA

Pour les installations et formations, merci de nous contacter:

NOUS JOINDRE SOGESTI GROUP

139 RUE VANLARE FACE CSTT

Whatsapp : 91 06 88 07 - 96 12 04 24

info@sogesti.net

LE MEDIUM Hebdomadaire d'Informations

Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse,Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Rédaction :
Ali SAMBA
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali SAMBA
Infographie : JPB
Crédit Photos: KEKERE Razak
Impression : SDR
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Dodo Abalo (90 97 52 56)

COVID 19/ PASS VACCINAL AUX LIEUX DE CULTE :

Boukpessi a-t-il fait marche arrière ?

L'imposition du Pass vaccinal sur les lieux de culte fait couler beaucoup d'encre et de salive. On craignait qu'il y ait du grabuge et des oppositions musclées des contrôleurs. Contre tout attente, rien de tout cela ne s'est passé.

Par Ali SAMBA

Le ministre Payadowa Boukpessi

Déjà Vendredi, chez les musulmans, aucune présence des contrôleurs du pass vaccinal n'a été constatée lors du grand rassemblement pour la prière, à l'entrée de plusieurs mosquées de la ville de Lomé.

Il en a été de même le dimanche pour les confessions religieuses chrétiennes, dont les fidèles, dans la plupart des églises, n'ont été l'objet d'aucun contrôle. Même situation à l'intérieur du pays. Cependant, dans certaines localités de la préfecture d'Amou, les équipes de vaccinateurs ont fait la ronde devant quelques églises pour vacciner les gens, ceux qui le voulaient bien sûr.

Le constat fait est que la mesure prônée par le ministre Payadowa Boukpessi n'a pas été suivi d'effet. S'est-il finalement rangé aux arguments des responsables religieux qui ne voulaient pas en entendre parler ? Nul ne saurait le dire. Peut-être que lui et son équipe se sont finalement ravisés pour ne pas envenimer la situation déjà critique dans le pays, d'autant plus que dans les localités de l'intérieur du pays, les règles élémentaires des mesures barrières sont royalement ignorées partout ? Il urge de mener des réflexions plus approfondies pour faire accepter la vaccination aux populations qui, au-delà des fake news sur les vaccins, ne trouvent pas d'intérêt de se faire vacciner car, ce serait " l'affaire des gens de la capitale Lomé".

A ce stade de la lutte contre la pandémie avec le nouveau variant qui émerge, les autorités doivent user de pédagogie et non de contrainte pour faire adhérer la majorité des Togolais à la vaccination. Déjà, l'annonce de la troisième dose pour les plus de 40 ans suscite des commentaires défavorables, même de ceux qui avaient volontairement pris les deux premières doses. Ces derniers sont galvanisés par les chiffres médiocres de nouvelles contaminations observées ces dernières semaines. Moins d'une centaine de cas en une semaine, parfois moins d'une dizaine en une journée.

Au-delà du refus de se faire, vacciner, les Togolais pensent que la maladie est derrière eux, se comparant avec la nouvelle vague qui semble secouer les pays occidentaux en ce moment. Il faut donc que les autorités usent de meilleures stratégies pour les convaincre, vu que le pays dispose désormais d'une quantité suffisante de toutes les variétés de vaccins.

La Turquie vient d'ajouter son grain de sel à la lutte contre la maladie au Togo en offrant 210 000 doses. L'existant est déjà conséquent. La balle est donc dans le camp du gouvernement pour faire adhérer les Togolais au vaccin. Car, il est clair que les bonnes idées", énoncées jusqu'à présent, ont eu du mal à passer.

Maintenant que ceux à qui on peut imposer le vaccin l'ont été et vu que les autorités clament haut et fort que la vaccination n'est pas obligatoire, il va falloir trouver des idées de génie pour dispenser ces millions de doses qui pèsent sur leurs bras. Comme l'a souligné le Premier ministre Victoire Dogbé, les vaccins acquis ont coûté de l'argent au contribuable togolais. Il ne sera pas question de les jeter. Face à la situation, ceci constitue un nœud gordien pour le gouvernement. Espérons qu'il saura le dénouer et faire inoculer les précieux liquides aux Togolais afin que le pays acquière l'immunité collective !

Pour notre part, comme toujours, nous exhortons les Togolais à aller se faire vacciner. C'est pour leur bien et celui de leur entourage immédiat, et par ricochet, celui de tous les Togolais. Il est évident que seule la vaccination empêche de faire les formes graves de la maladie.

Des nouveaux variants apparaissent régulièrement. Le dernier en date n'est pas encore maitrisable. Certes, il n'est pas encore apparu sous nos contrées. Il vaut mieux alors se préparer pour ne pas en être victime. Vaccinons-nous ***alors.***

CEDEAO/COVID 19 :

Les frontières ouvertes le 1er Janvier 2022

Faure Gnassingbé et ses pairs de la CEDEAO étaient en conclave le dimanche dernier. Ils ont réitéré leur forte préoccupation quant aux processus de transition en Guinée et au Mali. À cet égard, les Chefs d'Etat et de Gouvernement déplorent l'absence d'indicateurs clairs d'un éventuel retour à l'ordre constitutionnel, conformément aux décisions de la Conférence et décident du maintien des sanctions déjà imposées. Pour le Mali, si à la fin de décembre 2021 aucun progrès tangible n'est réalisé dans la préparation des élections, des sanctions additionnelles seront imposées dès le 1er janvier 2022. " Ces sanctions incluront notamment des sanctions économiques et financières ", indique-t-on à la CEDEAO.

La Conférence réaffirme sa détermination à lutter, sans relâche, contre le fléau du terrorisme. À cet effet, elle se félicite de la conduite récente, par certains Etats membres d'opérations conjointes le long des frontières des pays de la ligne de front et instruit la Commission de fournir un soutien pour la planification et la conduite de telles opérations, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action 2020 - 2024 pour l'éradication du terrorisme dans la région.

Au titre de de la mise en œuvre d'autres programmes d'intégration régionale, les chefs d'Etats ont décidé de la réouverture des frontières terrestres à compter du 1er Janvier 2020. Selon le communiqué final du sommet, les Chefs d'État et de gouvernement se sont félicités de la réouverture des frontières terrestres de la CEDEAO pour la libre circulation des personnes et ont instamment souhaité aux États membres de : mettre en œuvre les directives adoptées par la CEDEAO sur l'harmonisation et la facilitation du commerce et du transport transfrontaliers et l'atténuation des risques sanitaires dans la région de la CEDEAO, concernant la pandémie de COVID-19 et les mesures connexes traitant de la relance post-pandémie ; renforcer la coordination, la collaboration et la coopération à travers les agences frontalières entre les États membres partageant des frontières contiguës ; adopter la reconnaissance mutuelle des tests PCR aux frontières ; harmoniser les périodes de validité des résultats des tests dans les États membres; fournir l'équipement et les installations nécessaires à tous les points d'entrée ; rouvrir toutes les frontières terrestres de la CEDEAO le 1er janvier 2022.

Ce sera un vrai ouf de soulagement pour les citoyens de la zone, qui pourront, désormais, circuler librement, sous les contraintes des tests PCR ou du pass vaccinal.

Régulièrement, les populations de certains pays, notamment du Ghana, manifestaient pour la réouverture de ces frontières fermées depuis Mars 2020. Il faut reconnaitre que, malgré cette fermeture, les citoyens de la zone traversaient les frontières, mais au prix de milles tracasseries et payaient des bakchichs à la police des frontières dans les différents pays.

Il faut dire qu'à la dernière conférence des ministres de la CEDEAO, ces derniers s'inquiétaient des conséquences du maintien de la fermeture des frontières sur l'économie des pays de la zone. Il est intéressant de savoir que Faure Gnassingbé et ses pairs les ont suivis pour le bien des populations. Les hommes et femmes vont désormais reprendre leurs vieilles habitudes de circuler de Dakar à Lagos, sur le grand corridor en passant des fois par Bamako, Niamey ***Ouagadougou.***

Zozo

LE TOGO REND HOMMAGE À YAWOVI AGBOYIBO

- Le Togo a rendu un dernier hommage samedi à son ancien Premier ministre, Apollinaire Yawovi Agboyibo, décédé il y a un peu plus d'un an en France. C'était lors d'une cérémonie d'obsèques suivie d'inhumation, organisée dans son village natal dans le Yoto.

Une importante délégation gouvernementale, ainsi que plusieurs personnalités du monde politique, diplomatique, ou juridique y ont notamment pris part. "Nous pleurons aujourd'hui un grand homme qui a joué un rôle important dans la construction de l'Etat de droit, la promotion des droits de l'homme et l'avènement de la démocratie dans notre pays", a déclaré le ministre de la communication dans son oraison, avant de s'incliner devant la mémoire de ce "bâtisseur".

"Maître Agboyibo aimait son pays et ne l'a jamais quitté. Il était un grand juriste", a pour sa part relevé le président de la Cour constitutionnelle, Aboudou Assouma.

Source :@Republiquetogolaise.com

LES MÉCANISMES D'APPUI DE L'ÉTAT EXPLIQUÉS AUX JEUNES DE LOMÉ

Le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé, entourée de la ministre en charge de la jeunesse et des principaux responsables des divers mécanismes gouvernementaux d'appui à la jeunesse, a rencontré ce weekend à Lomé plus de 300 jeunes des 13 communes de la capitale. L'activité, initiée par le ministère du développement à la base, s'inscrivait dans la lignée de celles effectuées il y a quelques semaines dans les Savanes.

Objectif, présenter les différents mécanismes mis en place par l'Etat à leur intention ainsi que les opportunités offertes par la feuille de route gouvernementale, mais aussi et surtout, discuter avec ces derniers et recueillir leurs appréhensions.

"Le gouvernement s'est inscrit dans une dynamique de dialogue et d'écoute de la jeunesse sur l'efficacité des interventions visant leur épanouissement. Il s'agit d'en mesurer le niveau d'appropriation par les jeunes, et surtout de recueillir les points d'insatisfaction et les attentes nouvelles en vue d'une amélioration continue des initiatives", a expliqué la cheffe du gouvernement. Pour Myriam Dossou, "la jeunesse reste au cœur des politiques publiques", encore plus avec la situation économique liée au covid-19 et la menace sécuritaire.

D'autres rencontres similaires sont prévues prochainement dans d'autres localités à l'intérieur du pays.

Source :@Republiquetogolaise.com

LE TOGO ET L'ALLEMAGNE SCELLENT UN NOUVEAU MÉCANISME D'ÉLECTRIFICATION RURALE

Au Togo, au moins 10 000 habitants de localités rurales vont bénéficier d'électricité, via un nouveau mécanisme de fourniture d'énergie décentralisée. Le gouvernement et l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ) ont signé, il y a quelques jours, une convention de subvention dans ce sens.

L'accord, paraphé par la ministre déléguée chargée de l'énergie, Mila Aziable et l'ambassadeur allemand, Matthias Veltin, concerne l'Initiative des villages autonomes en énergie (IVAE). Ce projet, financé à hauteur de 540 millions FCFA (825 000 euros), est l'une des composantes du projet 'ProEnergie', porté par le gouvernement dans le cadre de la stratégie nationale d'électrification. De façon concrète, il permettra de mettre en place des systèmes de mini-réseau dans certaines localités identifiées quelques mois plus tôt.

Cette initiative vient s'ajouter à celles déjà déployées (Cizo notamment) afin de réduire le gap encore existant en matière d'accès à l'énergie en milieu rural. Il y a quelques semaines, le gouvernement a créé un fonds pour faciliter et accélérer l'accès universel à l'électricité.

Source :@Republiquetogolaise.com

FAURE GNASSINGBÉ : "NOUS SOMMES RECONNAISSANTS POUR LE SOUTIEN MANIFESTÉ DANS CETTE CIRCONSTANCE DOULOUREUSE"

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a exprimé vendredi soir sa reconnaissance envers les partenaires du Togo, après le décès le 08 décembre dernier de sept casques bleus togolais déployés au sein de la Minusma. C'était à l'issue d'un entretien téléphonique avec le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres qui a de nouveau condamné fermement l'attentat.

" Au nom du peuple togolais, des familles éplorées et en mon nom propre, je remercie le Secrétaire général Antonio Guterres pour la compassion et la solidarité exprimées au cours de l'entretien que nous venons d'avoir, à la suite du décès de sept casques bleus togolais de la Minusma. Nous sommes reconnaissants pour les condoléances formulées et le soutien manifesté dans cette circonstance douloureuse par tous les pays amis de la paix " a indiqué le Chef de l'Etat dans un message.

Le Président de la République a, en outre, réaffirmé la détermination et l'engagement du Togo, à combattre l'instabilité : "La lutte contre le terrorisme est un engagement résolu que nous continuerons de mener ensemble", a-t-il formulé.

Quelques heures plus tôt, le représentant spécial du SG et patron de la Minusma, El-Ghassim Wane était parti à la rencontre des casques bleus togolais de Douentza, pour leur présenter ses condoléances et réitéré le soutien de l'Organisation. C'était un "moment de grande émotion", a confié le haut responsable.

Source :@Republiquetogolaise.com

ECONOMIE :
Le Coton, 1er produit exporté au troisième trimestre 2021

Au troisième trimestre 2021, les exportations du Togo s'élèvent à 146 570,6 millions de FCFA en valeur f.o.b et à 924 449,2 tonnes en quantité. Les importations s'élèvent à 359 106,1 millions de FCFA en valeur c.a.f. et à 1 142 348,6 tonnes en quantité. Ces niveaux des échanges donnent un solde commercial déficitaire de 212 535,6 millions de FCFA.

Par Koudjoukabalo

Le coton

En glissement annuel, les exportations ont augmenté de 9,6% en valeur et ont baissé de1, 5% en quantité. Les importations ont augmenté de 4,3% en valeur et de 0 ,1% en quantité. Le déficit commercial a augmenté de 0,9%. En glissement trimestriel, les exportations au troisième trimestre 2021 ont baissé de 0,5% en valeur et de 7,4% en quantité. Les importations du troisième trimestre 2021 ont augmenté de 6,2% en valeur et de 9,1% en quantité. Quant au déficit commercial, il a augmenté de 11,4% par rapport au deuxième trimestre 2021.

Les principaux produits échangés Le " Coton (à l'exclusion des linters), non cardé ni peigné " constitue le premier produit fourni à l'extérieur, au troisième trimestre 2021, avec une valeur de 17 402,9 millions de FCFA. Il représente 11,9% des exportations du trimestre. Les "Phosphates naturels de calcium, phosphates aluminocalciques naturels et craies phosphatées ", sont le deuxième produit exporté avec une valeur de 16 480,1 millions de FCFA pour un volume de 405 639,0 tonnes. Il représente 11,2% des exportations.

Les " Sacs, sachets, pochettes et cornets en matières plastiques " constituent le troisième produit exporté, d'une valeur de 14 116,6 millions de FCFA pour une quantité de 12 206,2 tonnes et une part relative de 9,6%. Les dix premiers produits exportés, au troisième trimestre 2021, représentent 71,9% des exportations en valeur du trimestre.

Les principaux partenaires commerciaux

Le premier client du Togo est le Burkina Faso avec une part de 16,3% des exportations du trimestre. Les exportations du Togo vers ce pays s'élèvent en valeur à 23 857,3 millions de FCFA et en quantité à 248 075,2 tonnes. Le Bénin est le deuxième client du Togo avec une part relative de 12,2%. Les exportations du Togo à destination du Bénin s'élèvent en valeur à 17 855,4 millions de FCFA et en quantité à 16 871,6 tonnes. Le Mali est le troisième client avec une part relative de 9,5%. Les exportations à destination du Mali s'élèvent en valeur à 13 921,5 millions de FCFA et en quantité à 19 657,8 tonnes. Les autres clients du Togo sont : le Niger (8,5%), la Ghana (8,4%), le Pakistan (7,2%), la Côte d'Ivoire (6,4%), etc. Les dix premiers clients du Togo représentent 81,6% des exportations totales du trimestre.

A l'importation, la Chine est le premier fournisseur du Togo, avec une part relative de 22,6% des importations du trimestre. Les importations venant de la Chine s'élèvent en valeur à 81 318,6 millions de FCFA pour une quantité de marchandises de 125 484,2 tonnes.

La France est le deuxième fournisseur du Togo, avec une part relative de 8,7%. Les importations venant de la France s'élèvent en valeur à 31 292,5 millions de FCFA et en quantité à 59 283,4 tonnes. L'Inde est le troisième fournisseur, dont les exportations de marchandises vers le Togo valent 24 184,4 millions de FCFA pour une quantité de marchandises de 93 553,1 tonnes et une part relative de 6,7%. Les autres fournisseurs du Togo sont : le Japon (4,2%), l'Allemagne (3,4%), la Malaisie (3,3%), la Belgique (3,1%) ; etc.

Les échanges avec la CEDEAO et l'UEMOA, au troisième trimestre 2021, les exportations vers l'ensemble des pays de la CEDEAO s'élèvent, en valeur, à 97 964,9 millions de FCFA et en quantité à 461 502,8 tonnes. Les importations venant de l'ensemble des pays de la CEDEAO s'élèvent, en valeur, à 27 451,5 millions de FCFA et en quantité à 185 596,4 tonnes. Le solde commercial excédentaire avec les pays de la CEDEAO s'établit à 70 513,4 millions de FCFA.

Les exportations dans l'espace UEMOA s'établissent en valeur à 81 333,4 millions de FCFA et en quantité à 354 807,3 tonnes. Les importations venant des pays de l'UEMOA se fixent à 10 975,5 millions de FCFA en valeur et à 36 028,5 tonnes en quantité. Ces niveaux des échanges, avec l'UEMOA, dégagent un solde commercial excédentaire de 70 357,9 millions de FCFA.

Les exportations vers les pays de la CEDEAO et de l'UEMOA représentent respectivement 66,8% et 55,5% de l'ensemble des exportations du trimestre. Concernant les importations, les produits venant des pays de la CEDEAO et de l'UEMOA représentent respectivement 7,6% et 3,1%.

Les exportations du Togo vers les pays de la CEDEAO, au cours du troisième trimestre 2021, ont augmenté de 0,8% par rapport au troisième trimestre 2020. En glissements trimestriels, les exportations ont augmenté de 0,8% alors qu'elles avaient baissé de 3,8% entre le premier trimestre 2021 et le quatrième trimestre de 2020.

Les importations du Togo, venant de la communauté, ont baissé de 19,0%, par rapport au troisième trimestre 2020. Ces importations avaient baissé de 0,8% au deuxième trimestre 2021 et augmenté de 13,8% ce troisième trimestre 2021.

Les principaux produits exportés vers les pays de la CEDEAO sont : Sacs, sachets, pochettes et cornets en matières plastiques (14,2%) ; Ciments non pulvérisés dits " clinkers " (10,5%) ; Huile de palme raffinée et ses fractions (10,1%) ; Motocycles et cycles à moteur auxiliaire avec ou sans side-car, à moteurs à explosion à pistons alternatifs, d'une cylindrée supérieure à 50 cm3 mais ne dépassant pas 250 cm3 (9,6%) ; Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments), y compris les préparations antisolaires et les préparations pour bronzer; préparations pour manucures ou pédicures (8,1%) ; Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et articles analogues en cheveux, poils ou matières textiles ; ouvrages en cheveux, n.d.a. ***(5,6%).***

Troisième réunion virtuelle du Haut Comité de la "Décennie des racines africaines et de la diaspora africaine"

Présidée par le ministre des affaires étrangères, Robert Dussey, la rencontre a permis aux membres du Haut Comité de discuter et d'adopter le plan d'action qui précise les différents projets qui seront réalisés dans les premières années de la décennie.

Le ministre Robert Dussey (au fond) lors de la réunion virtuelle

Selon un communiqué de presse, le Togo a proposé deux projets phares, à savoir : la création d'un musée dédié, aux mémoires africaines, d'une part, et l'organisation d'un Forum Economique de la Diaspora et des Afrodescendants, d'autre part. Les participants ont félicité le Togo pour l'organisation de cette importante réunion et pour son leadership au niveau continental sur les questions de la diaspora et de relations avec les afrodescendants

Pour les pays membres de la Décennie des racines africaines et de la diaspora africaine, dont l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, le Cameron, l'Ethiopie, la Gambie, le Ghana, la Guinée Equatoriale, le Maroc, la Namibie, la République du Congo, le Sénégal, la Tanzanie, la Tunisie et le Togo, il ne s'agit pas de réinventer la roue mais de s'inscrire dans la continuité des initiatives déjà décidées et en cours ou en attente de mise en œuvre par la Commission de l'Union africaine, notamment à travers la Direction des citoyens et de la diaspora (CIDO). Une synthèse des projets sera présentée prochainement, dans le cadre de l'Agenda de la Décennie.

Le Ministre DUSSEY a remercié les membres du Haut Comité pour leur constante disponibilité à œuvrer pour la concrétisation de la " décennie des racines africaines et de la diaspora africaine. Il a précisé qu'elle existera, principalement à travers des projets concrets, avant d'exhorter les membres du Haut Comité à se mobiliser fortement pour ces réalisations au service du développement de notre ***continent.***

TRIBUNE DE SANDRA JOHNSON, MINISTRE, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE :

" PMA : Nécessité d'adopter des mesures urgentes en lien avec la COVID 19 "

L'Assemblée générale des Nations unies a établi en 1971, la catégorie des pays les moins avancés (PMA). Quel bilan peut-on faire aujourd'hui sur les pays les moins avancés (PMA) et le soutien international qui leur est apporté ?

Sandra Johnson, ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République

Des résultats encourageants pour le Togo

Le Togo a élaboré plusieurs stratégies de développement. Dans le but de devenir un pays émergent à l'horizon 2030, le pays s'est doté d'un Plan National de Développement (PND) sur la période 2018-2022 dont l'objectif est de transformer l'économie de manière structurelle. La survenue de la pandémie de Covid-19 a amené les plus hautes autorités à réorienter les priorités du gouvernement en adoptant, en octobre 2020, la Feuille de route gouvernementale 2020-2025 qui a pour vision de " faire du Togo un Pays de cohésion et de paix, et une Nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable ". Le secteur privé (national et international) est un des acteurs désormais incontournables d'un partenariat qui devrait contribuer à 50% au financement de la feuille de route.

La mise en œuvre de ces stratégies a abouti à des résultats encourageants. Sur les trois critères de classification dans la catégorisation des PMA, le Togo n'est concerné que par celui du faible niveau de revenu. Sur le plan économique, il a déployé des efforts pour stabiliser le cadre macroéconomique et améliorer l'environnement des affaires. Ces efforts ont permis de placer l'économie sur un sentier de croissance à 5,0% en 2018 et 5,5% en 2019, portée par le secteur agricole, l'industrie extractive et le commerce. L'amélioration de l'environnement des affaires a entrainé une augmentation des investissements directs étrangers de 85%, s'établissant en 2020 à 352 milliards FCFA, selon la CNUCED.

L'indice du capital humain est passé de 0,368 en 2010 à 0,432 en 2020, devant ses pairs de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, traduisant une amélioration des conditions sanitaires et de la sécurité alimentaire, de même que celle des taux de scolarisation et d'alphabétisation des adultes.

L'incidence de la pauvreté au niveau national cependant a régressé passant de 61,7% en 2006 à 53,5% en 2017. D'après les enquêtes harmonisées sur les conditions de vie des ménages menées en 2018-2019, elle est de 45,5%.

En matière d'emploi, le taux d'emploi moyen est estimé à 77,7% sur la période 2000 à 2018. Cette évolution favorable permet au pays de se tailler la première place, en comparaison avec les autres pays de la sous-région. Quant au taux de chômage, il a connu une diminution progressive passant de 6,5% en 2011 à 3,6% en 2020.

L'appartenance du Togo à la catégorie des PMA a permis également de renforcer ses partenariats avec les institutions internationales et de s'engager sur un processus de transformation structurelle de son économie. Dans ce cadre, avec l'appui de l'OCDE et en collaboration avec plusieurs partenaires, le Togo a lancé en mars 2021, l'Examen des politiques de transformation économique.

Nécessité d'adopter des mesures urgentes adaptées au nouveau contexte lié à la Covid-19

La crise de la Covid-19 incite à repenser la vulnérabilité économique des pays en développement, en particulier les PMA. Cette crise a mis à l'épreuve les mesures internationales de soutien et leur capacité à répondre de manière adéquate aux besoins desdits pays. Afin de les sortir de cette catégorie, la communauté internationale doit leur donner des outils dont ils ont besoin pour s'attaquer aux causes de leurs vulnérabilités. Ces mesures doivent viser à canaliser une aide accrue vers les pays les plus vulnérables en améliorant son allocation et à stimuler l'activité économique de façon à assurer une meilleure reprise et un développement durable.

Une nouvelle génération de mesures de soutien internationale s'avère donc nécessaire pour permettre aux PMA de sortir des effets persistants de la crise de la ***Covid-19.***

Lancement du "Programme Yennenga", par Mme Victoire Tomegah-Dogbé

La BOAD a lancé le "Programme Yennenga", dédié à la formation en leadership de son personnel féminin par Serge Ekue, Président de la BOAD ce 09 décembre 2021 à Lomé. Le lancement officiel du "Programme Yennenga" a été effectué par la Cheffe du Gouvernement du Togo, Victoire Tomegah-Dogbé, marraine de la première promotion de ce Programme.

Serges Ekué, président de la BOA lors du lancement

La PM Victoire Tomégah-Dogbé en vidéconférence

Via une formation délivrée par HEC Paris, le "Programme Yennenga" ambitionne de mettre, sur les trois prochaines années, un leadership féminin à la disposition de cette banque régionale de développement pour booster ses performances managériales.

Ce lancement solennel, s'est déroulé au cours d'une conférence inaugurale du Programme sus-cité. Une conférence inaugurale, qui a connu la participation de Rose Kayi Mivedor (Ministre togolaise en charge de la Promotion de l'Investissement), Serge Ekue (Président du Conseil d'Administration de la BOAD) et du Pr Anne-Valérie Corboz (Directrice déléguée en charge de l'Exécutive Education à HEC Paris-France).

Le sujet, cœur de cible du "Programme Yennenga", qui s'étale sur 3 ans, est de faire du leadership féminin au sein de la BOAD "la clé de succès d'une organisation performante".

Le nom "Yennenga" est un hommage au peuple Mossi au Burkina Faso. Ce Programme, centré autour du leadership féminin, est une "nécessité, un besoin urgent et impérieux pour faire monter en puissance la présence des femmes dans une organisation, présence qui est un facteur de performance de toute entreprise. C'est un océan d'opportunités stratégiques dans toute structure à notre ère", a détaillé S. Ekue. Cet océan d'opportunités représente, dans le monde environ, l'actuel PIB (Produit intérieur brut) de l'Afrique du Sud, a-t-il poursuivi.

Depuis 2012, la BOAD s'est dotée d'un mécanisme pour promouvoir les femmes en son sein. "La question qui se pose à nous est comment déployer davantage le leadership féminin sur les questions de développement, le tout ancré dans le Plan Djoliba 2021-2025 (ndlr: plan stratégique de la BOAD)", a rajouté le patron de cette banque régionale de développement. "La BOAD est un capital d'hommes et de femmes qui n'ont de cesse l'envie d'apprendre. "Yennenga" s'adresse à celles qui veulent développer leurs compétences managériales, apprendre le leadership au féminin, aller au front des défis qui s'imposent à la BOAD. Notamment dans le secteur de la lutte contre le changement climatique", a davantage mis en exergue S. Ekue.

"C'est un fait établi que les femmes sont de meilleurs leaders par rapport aux hommes ; elles sont plus performantes. Mais, seulement un faible nombre d'elles occupent des postes de dirigeants dans le monde, dans divers domaines. Par exemple, pendant la pandémie de la Covid-19, les femmes furent plus

Suite à la page 6

Zozo

60EME SOMMET DE LA CEDEAO/ SITUATION AU MALI ET EN GUINÉE : LA MENACE DE NOUVELLES SANCTIONS PLANENT TOUJOURS

La Conférence des chefs d'État et de Gouvernement était réunie, hier dimanche 12 décembre, à Abuja, au Nigeria. Plusieurs sujets ont été abordés au cours des travaux, notamment la situation en Guinée et au Mali, sans oublier la situation sanitaire, sécuritaire et économique de la sous-région. Mais, l'on retiendra que sur la situation politique en Guinée et au Mali, les leaders ouest-africains, non seulement maintiennent les sanctions contre les nouveaux pouvoir de Conakry et Bamako, menacent de resserrer l'étau autour de dirigeants de ces deux pays qui connaissent des crises politiques depuis quelques mois.

A Abuja hier dimanche, les chefs d'États et de gouvernement de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), ont menacé de se prononcer sur de nouvelles sanctions en janvier 2022 si la situation n'évolue pas au Mali, notamment. Le pays est d'ailleurs suspendu des instances de l'organisation sous régionale. Les dirigeants ouest-africains ont, unanimement, affiché leur fermeté contre le nouveau pouvoir de Bamako qui n'ont jusqu'ici officialisé le chronogramme des élections devant déboucher sur un retour rapide à l'ordre constitutionnel.

Selon le président de la Commission de la Cedeao, Jean-Claude Kassi Brou, " ils ont souhaité qu'au plus tard fin décembre 2021, on puisse avoir des actions encore plus précises et concrètes qui soient réalisées et qui montrent que nous sommes dans une dynamique d'avoir des élections en février 2022 ". Si la situation n'évolue pas, Bamako s'expose à de nouvelles sanctions déjà " début janvier 2022 ".

" Les autoriés et la Cédéao savent qu'à partir de janvier, elles auront un chronogramme. Et si elles décident de durcir le ton en janvier, ça risque d'aller à la casse. C'est comme en Guinée, nous sommes dans une logique de reconstruction. Si cette Cédéao veut aider le Mali, on doit multiplier les efforts pour rétablir la sécurité.", explique une source proche de l'organisation sous régionale. Une délégation de la Cedeao sera bientôt à Bamako pour transmettre officiellement ce message aux nouvelles autorités du pays.

Notons que le chef de l'État togolais, Faure Gnassingbé, qui séjournait depuis samedi dernier à Abuja, a pris une part active à ce 60ème sommet de la Cedeao qui s'est également penché sur la question environnementale, le manque de monnaie unique, sans oublier la question sur la réouverture des frontières.

@macite.info

32EME SESSION DE L'AG DE L'ORGANISATION MARITIME INTERNATIONALE (OMI) : 175 PAYS DONT LE TOGO, DISCUTENT DES QUESTIONS MARITIMES À LONDRES

175 pays dont le Togo, et autres membres associés et observateurs sont réunis à Londres, depuis le début de la semaine, à l'occasion de la 32ème session de l'Assemblée générale de l'Organisation maritime internationale (OMI). A ce rendez-vous mondial, le Togo veut faire entendre sa voix pour un environnement du transport maritime plus sûr, sécurisé et équitable pour tous. Le ministre togolais de l'économie maritime, Edem Kokou Tengue, prend part aux activités de la 32ème session de l'assemblée générale de l'OMI à Londres, qui réunit du 06 au 15 décembre prochain, plus de 175 pays, des membres associés et des observateurs. Pour le représentant du Togo, le ministre Edem Kokou Tengue, ce rendez-vous est une occasion de rappeler au monde les ambitions et l'engagement du Togo pour un " environnement du transport maritime plus sûr, sécurisé et équitable pour tous ".

Depuis un an, le Togo a affiché sa volonté de s'appuyer sur ses potentialités et atouts, notamment un port naturel en eau profonde, un positionnement géographique qui fait du pays un hub logistique par excellence et une porte d'entrée sur l'hinterland. Tout ce riche potentiel est renforcé par le fait que le pays s'est doté d'un ministère exclusivement dédié au secteur maritime.

Notons que le Togo a adhéré à l'OMI depuis 1983. L'Assemblée de l'OMI qui est l'organe directeur le plus important de l'Organisation, est chargée d'approuver le programme de travail, de voter le budget, de déterminer le fonctionnement financier, et d'élire le Conseil de l'OMI.

@macite.info

LE MÉDIUM
N° 0479 DU 14 AU 20 DÉCEMBRE 2021

Zozo

FOOT / J3 D1: COUP D'ARRÊT POUR LES DEUX GÉANTS DU NORD, L'ENTENTE II ÉPINGLE KOTOKO FC

Les rideaux sont tombés sur la troisième journée du championnat national de football de première division hier dimanche. Dans le septentrion, Asko et Asck ont enregistré leur premier match nul de la saison. Ils ont concédé un nul de 1-1.face respectivement aux promus AS Binah et Kakadl. Au Sud, l'Entente II de Lomé plonge Kotoko de Lavié dans le doute.

L'Asck et l'Asko de Kara ont laissé filer des points lors de la troisième journée du championnat de foot de D1. Les Kondonas de la Kozah ont été contraints au partage des points par l'As Binah. Les visiteurs après leur défaite de la dernière journée, tenaient à cœur de faire un bon résultat. Avec une entame convaincante, les poulains de Ouadja Lantame ouvrent logiquement le score, par le biais de Tafa Ridwane. Mais en deuxième mi-temps, Madjejde Djalilou va ramener les pendules à l'heure, pour les jaunes et noirs. Le score restera inchangé jusqu'à la fin du temps réglementaire.

Un jour plus tôt, les conducteurs de la Kozah (Asck) ont été tenus en échec par le promu Kakadl de Doufelgou. Tchatakora Adboul Sémiou, sur pénalty, a répondu au jeune Karango Silvain.

Dans la zone Sud, les Porc-épics ont été battus sur la plus petite des marques par l'entente II de Lomé. Après une première partie légèrement dominée par Kotoko, l'Entente II du coach Ayivi Ayité réussi à faire le coup parfait même si c'est un contre son camp qui offre les trois points aux Jaunes et bleus de Kodjoviakopé Adjololo. Sur un centre de Junior Akakpo, Moutalibou (C) de Kotoko va tromper son propre gardien. Avec cette victoire, Entente Ii rejoint Dyto à la tête du classement.

Le Dynamic togolais a, pour sa part, laminé Gomido de Kpalimé 4-1.

@macite.info

JACQUELINE TOSSOU, ÉLUE MISS TOGO 2022

La beauté togolaise a depuis samedi une nouvelle ambassadrice. Adjo Jacqueline Estelle Tossou a été élue Miss Togo 2022, lors de la grande finale de la 26ème édition organisée à Lomé.

La lauréate, 22 ans et juriste en formation, a été retenue parmi les 25 candidates en compétition, après avoir convaincu les membres du jury lors des différentes épreuves. Sur le podium, elle est accompagnée par Nathalie Yao-Amuama (1ère dauphine) et Flora Gnamba Daré (2ème dauphine).

Jacqueline Tossou, qui succède au palmarès à Aïda Yombo (dont le mandat a été allongé en raison de la non-tenue de l'élection l'an dernier), mettra en œuvre un programme social pendant un an, et défendra le Togo à des concours de beauté pendant la période.

L'événement, organisé cette année au Centre international des conférences de Lomé, a enregistré la participation du ministre des loisirs, Lidi Bessi-Kama.

Source :@Republiquetogolaise.com

ICTDP / HYGIENE MENSTRUELLE :

Serviettes hygiéniques, guides pour une meilleure gestion de la menstruation, offerts aux élèves du collège Protestant...

L'association Initiative Citoyenne pour la Transparence et le Développement Participatif (ICTDP) et Action d'Autopromotion pour le Développement Durable (2A2D), poursuivent leurs actions de sensibilisation dans le cadre du projet Appui à la gestion de l'hygiène menstruelle en milieu scolaire chez la jeune fille dans le Grand Lomé. Les responsables de ces structures étaient, vendredi 10 décembre dernier, au Collège Protestant de Lomé, à la rencontre de la gente féminine de cet établissement scolaire.

Une vue de l'assistance lors de la sensibilisation

Dans le cadre du projet " Appui à la gestion menstruelle en milieu scolaire chez la fille dans le grand Lomé ", cofinancé par l'association 2A2D la Guilde, l'Agence des Micros Projets, la Région Nouvelle Aquitaine et la Fondation Gratuite (France), ICTDP-TOGO se voulait de sensibiliser au moins 25 jeunes filles de 20 collèges du Grand Lomé. Ce projet a pour objectif, selon la coordinatrice de ICTDP, Sabine Dambé Dounwourgue, de " faire la promotion de la serviette réutilisable, parce que avec les serviettes jetables qui inondent nos marchés, nous ne savons pas avec quelle matière ces serviettes ont été conçu, quel est l'impact de ces serviettes sur la santé de la femme, de la jeune fille ? A court à moyen et à long terme ; donc les serviettes réutilisables sont vivement conseillées ".

Ainsi, après le CEG de Gbéniédji, Sogbosito, Klikamé, Kodjoviakopé, Djidjolé, les premiers responsables de cette association étaient au Collège Protestant de Lomé, où a eu lieu une séance de sensibilisation sur la gestion des menstruations, qui a été suivie de la distribution de serviettes hygiéniques réutilisables et des livrets intitulés "Mes 28 règles élémentaires du mois".

" Cette formation est la bienvenue, car elles sont nombreuses, ces jeunes filles qui, parfois, sont obligées de manquer des cours juste parce qu'elles sont en menstruation. Cette formation vient ainsi les donner des raisons de ne pas avoir honte d'un phénomène naturel que sont les périodes de menstruations ", a souligné l'infirmière du Collège Protestant d'Agbalépédogan, Mme Dotsè Esther épouse d'alméida.

Et les jeunes élèves, toutes épanouies, ne se sont pas faites prier pour parler de leurs problèmes menstruels qui ont été démystifiés par la sage-femme d'État, Tchabli Biltiébé.

Les menstruations ou règles, sont un écoulement sanguin provenant de la cavité utérine, chaque mois, chez la femme de la puberté à la ménopause. Quand elles apparaissent chez la jeune fille, cette dernière, par manque d'informations à ce sujet, peut se recroqueviller sur elle-même au point même de se sentir "impure"…, selon certains témoignages. L'observation de quelques règles d'hygiène menstruelle, notamment une hygiène corporelle et vestimentaires, assurent à la jeune fille une bonne santé sexuelle et physique, et constitue une méthode naturelle de planification familiale.

@macite.info

Lancement du "Programme Yennenga", par Mme Victoire Tomegah-Dogbé

Suite de la page 5

impactantes que les hommes. Elles ont été plus inspirantes et motivantes que leurs collègues hommes, surtout dans la prise d'initiatives. Cette recherche a été faite auprès de 60 mille employés durant cette pandémie", a appuyé Pr Anne-Valérie Corboz. "Il faut un leadership féminin efficace en collaboration avec les hommes pour trouver des solutions dans une organisation ou entreprise. L'entreprise de demain est créative, empathique, trouve des solutions, opère des transformations avec des impacts. Hommes et femmes doivent travailler main dans la main pour un impact positif dans le futur", a-t-elle conclu.

"35% de femmes sont impliquées à des postes décisionnels dans l'actuel exécutif togolais. Des statistiques qui découlent de la volonté ferme du Président togolais Faure Gnassingbé de faire confiance un peu plus aux Togolaises. Des réformes ont aussi été opérées dans la même dynamique dans le "Code des Personnes et de la Famille du Togo", réformes qui ont nivelé la responsabilité de l'homme et de la femme dans les ménages togolais", a énuméré la ministre Mivedor, en abordant les grosses mues que connaît le leadership féminin ces dernières années au Togo.

Pour étendre ces performances réformatrices à l'ensemble de l'UEMOA, la BOAD a ouvert des chantiers ad hoc dans le cadre de son "Plan stratégique Djoliba 2021-2025", entre autres, à travers la recherche d'équilibre dans divers secteurs comme l'énergie, les infrastructures, l'agro-industrie et l'agro-business, etc., a encore cité S. Ekue. Le Comité de direction de la BOAD continue de s'adapter à une féminisation nécessaire fondée impérativement sur la recherche d'une compétence fine, a-t-il poursuivi.

"Il faut apprendre à partager son potentiel avec les autres. Oser étonner les autres en croyant en ses capacités, ou en s'entourant des bonnes personnes et aux bonnes places", a conseillé la ministre Mivedor sur cette même thématique. "La formation, la bonne, doit s'accompagner de l'esprit d'initiative des jeunes, en général, et, en particulier, des femmes dans notre sous-région", a un peu plus illustré R. K. Mivedor.

Euphrasie Kouassi Yao (Ministre, Conseillère spéciale du Président ivoirien Alassane Ouattara sur les questions du Genre) a insisté, pendant son "Grand témoignage" à cette Conférence inaugurale, sur "l'importance de la promotion de la justice sociale dans l'UEMOA, justice qui va au-delà de la simple notion d'équité. Pour ce faire, il faut du réseautage, mettre en évidence des compétences et les valoriser".

Dans un message enregistré et diffusé lors du lancement de "Yennenga", la Cheffe du Gouvernement du Togo, Victoire Tomegah-Dogbé a rappelé que " l'inclusion est au cœur de la Feuille de route 2020-2025 du Gouvernement togolais, avec une place faite au Genre en terme de leadership et de perspectives pour améliorer la performance des entreprises ou des institutions. Les femmes contribuent à produire de l'impact dans la mise en œuvre des politiques publiques dans nos pays. Mais, elles doivent davantage prendre des risques, agir, oser pour leur autonomisation (…) Yennenga va créer une nouvelle génération de leaders à la BOAD, pour le financement du développement dans l'UEMOA et la réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes. Les autres entreprises et organisations doivent emboîter le pas à la BOAD".

Institution cœur de cible du financement du développement des 8 Etats membres de l'UEMOA, la BOAD a pour principale mission la "promotion d'un développement équilibré des Etats membres et la contribution à l'intégration économique en Afrique de l'ouest". Elle dispose d'une palette d'actionnaires régionaux (Etats de l'UEMOA et la BCEAO) et non-régionaux. Son Plan stratégique 2021-2025 entend faire d'elle "la Banque de référence pour un impact durable sur l'intégration et la transformation de l'Afrique occidentale", selon son équipe dirigeante.

Dodo ABALO avec @lome.com

PRÊT
Special Fêtes
Du 1er Décembre 2021
au 31 Janvier 2022
FAITES LE PLEIN DE CADEAUX
TAUX 0%
Durée : Maximum 6 mois
Possibilité de payer par anticipation
La Banque Autrement
https://togo.coris.bank
CORIS BANK INTERNATIONAL

Pack BUSINESS
Pour grandir
Offre BUSINESS
www.boatogo.com
BANK OF AFRICA
BMCE GROUP
STOP COVID-19

annonce

Togocom
LA FÊTE CONTINUE CHEZ TOGOCOM !
Offrez vous La fibre Togocom
à 10 000 F CFA
25 000 FCFA
Demandez dès maintenant votre fibre dans une agence Togocom !
Offre soumise à conditions.
Promo valable du 7 au 31 décembre 2021.
TOGOCOM CHANGE POUR VOUS
togocom.tg

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES
Organise
une Vente aux enchères publiques
BOULLOIRES / LOTS DE BAFFLES / LOT DE SERRURES / LECTEURS D'EMPREINTES / MATERIEL D'ENTRETIEN / FILTRE A EAU / LOT DE CONTRE-PLAQUETS / LOTS DE GANTS ET MASQUES / DIVERS INSTRUMENTS MEDICAUX / MATERIELS INDUSTRIELS / STATUES EN BOIS / BOUTEILLES DE GAZ POUR FRIGO / LOT DE TREPIEDS / RADIATEURS / ROULEAUX ET CRICS / MACHINES ELECTRIQUES/ SCANNERS PORTATIFS / COMPTEURS ELECTRIQUES / SACS DE SECOURS / ...
15 Déc
09H 30'
Douane Aéroport
Office Togolais des Recettes - OTR
Canal OTR
+228 90 99 41 01
8201